



LE POUVOIR DU PROFIT, LA PUISSANCE DU POGNON !

Pendant que N. Namias, Président du directoire de BPCE, s'extasiait sur « le pouvoir du rêve et la puissance de l'exécution », nous avons préféré rappeler la réalité dans notre déclaration au comité de Groupe : suppressions de postes, fermetures d'agences et discours creux à répétition. Deux heures et demie de novlangue pour une seule certitude : il faut croître... coûte que coûte.

VISION 2030 : LE REVE DU CAPITAL, L'OUBLI DU COLLECTIF

Lancée en juillet 2024, la stratégie Vision 2030 a fêté sa première année. Un an de « transformation », « d'ambition », de « simplification » ... mais surtout, un an de renoncements à nos principes coopératifs et mutualistes.

Ce que dessine Vision 2030, c'est une banque capitaliste d'affaires, qui concentre les moyens, oriente ses priorités vers les marchés financiers, les client·es fortuné·es et les grandes entreprises, au détriment des territoires ruraux, des services publics, des client·es fragiles... et de ses salarié·es.

Fusion des informatiques, création du leader européen de la gestion d'actifs, rachat de la SGEF : aucune limite à l'appétit des dirigeants. La logique est simple : aligner les intérêts du Groupe sur ceux de la haute finance.

L'objectif : 5 milliards d'euros de profits. Tout le reste peut attendre.

CONDITIONS DE TRAVAIL, IA ET SALAIRES : LES GRANDS OUBLIÉS

Tandis que les grands discours s'enchaînent, nos collègues sur le terrain s'épuisent. Les réorganisations internes permanentes, les fermetures d'agences, les suppressions de postes, le sous-effectif... deviennent la norme.

Les conditions de travail se détériorent. L'absentéisme et le turn-over explosent.

La pression commerciale s'intensifie et l'intelligence artificielle accentue encore cette course aux objectifs. Dans les réseaux, on ne parle plus que d'algorithmes, de ventes, de multi ventes, d'optimisation...

Jamais du vécu réel des salarié·es, de leur charge mentale, de leurs difficultés, de leur avenir. Et que dire du devoir de conseil ?

L'objectif : 5 milliards de profits. Encore et toujours.

NOVO BANCO : APRES FIDOR, LE RETOUR DU RÊVE SPECULATIF

M. Namias s'apprête à faire racheter par BPCE 75 % de Novo Banco, une banque portugaise aux crédits majoritairement à taux variable, lourdement chargée en dette publique, historiquement fragile.

Rappelons-le : Novo Banco a été sauvée de la faillite par l'État portugais en 2014. En 2020 encore, elle enregistrait plus d'un milliard d'euros de pertes. En 2024, ses résultats sont soudainement excellents : 745 millions d'euros de bénéfices nets pour un Coefficient d'exploitation de 31,9 %... De quoi faire rêver les dirigeants de BPCE. Mais qui rêve, et à quel prix ?

Aujourd'hui, le fonds de pension américain Lone Star revend ses parts à BPCE pour 6,4

milliards d'euros. Quand un fonds de pension revend, c'est qu'il n'y croit plus. Pourquoi s'obstiner à investir l'équivalent de deux années de bénéfices du Groupe dans une opération aussi risquée, alors qu'on nous refuse chaque année quelques millions d'euros lors des NAO ? Pire encore, l'opération est menée avec l'appui de la banque Rothschild, où officie désormais François Pérol, ancien président du directoire de BPCE, déjà à la manœuvre dans l'échec de Fidor, qui a coûté des centaines de millions au Groupe.

Serons-nous une fois de plus les dindons de la farce ?

ET POUR L'INFORMATIQUE ? LE SPECTRE DE LA DÉLOCALISATION

L'achat de Novo Banco, dont le système informatique est déjà basé au Portugal, inquiète fortement les salarié·es de BPCE-SI et de BPCE-IT. Nombre d'entre eux redoutent un nouveau transfert d'activité vers le Portugal. Ayant déjà vécu une première vague de délocalisation, ils craignent que cette acquisition serve de prétexte à une externalisation plus massive, au détriment de l'emploi local et de leur stabilité professionnelle.

L'objectif : 5 milliards de profits. Encore et toujours.

ÉCOLOGIE : L'ÉCOBLANCHIMENT FAÇON BPCE

BPCE aime se vanter de ses engagements climatiques. Mais sur le terrain, c'est la dernière des grandes banques françaises selon l'ONG Reclaim Finance (évaluation avril-mai 2025) concernant sa trajectoire vers la neutralité carbone.

Le Groupe continue de soutenir massivement les énergies fossiles, notamment le charbon, et fait preuve d'une ignorance sidérante des enjeux de la biodiversité.

Pendant que le dérèglement climatique s'accélère, la finance verte version BPCE reste une opération de communication, pas une stratégie.

Chaque année, le Groupe est pointé du doigt pour ses investissements dans le pétrole, le gaz, et le charbon.

M. Namias s'est même dit fier de financer Total-Énergies, entreprise emblématique du lobbying pro-fossile depuis les années 70.

Quel avenir pour l'humanité dans un monde où des régions entières deviennent inhabitables ?

Visiblement, cette question ne se pose pas au sommet des Tours Duo.

L'objectif : 5 milliards de profits. C'est tout ce qui compte.

ET MAINTENANT ?

Face à cette dérive, *SUD-Solidaires BPCE* appelle à un vrai débat stratégique, pas à la validation de choix imposés d'en haut.

Nous exigeons :

- Des explications claires sur Novo Banco et ses risques,
- Un engagement clair contre toute tentative de mise en bourse d'une activité ou filiale du Groupe,
- Des mesures climatiques fortes et concrètes, pas des chartes creuses,
- Une revalorisation immédiate des salaires,
- Une protection renforcée contre les effets de l'IA sur l'emploi.

Une entreprise mutualiste sans voix collective, sans démocratie réelle et sans vision sociale, n'est plus qu'un acteur financier comme les autres.

Et c'est précisément ce que nous refusons.



**FACE AU RÊVE DE POGNON DE N. NAMIAS,
OPPOSONS LA PUISSANCE DU COLLECTIF !
REJOIGNEZ *SUD-SOLIDAIRES BPCE* !**